

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/IF/5*

5 décembre 1997

(97-5340)

Comité du commerce et du développement
Cadre intégré pour l'assistance technique
liée au commerce

EVALUATION DES BESOINS D'ASSISTANCE TECHNIQUE LIEE
AU COMMERCE ET REPONSES INTEGREES DE LA BANQUE
MONDIALE, DU CCI, DE LA CNUCED, DU FMI,
DE L'OMC ET DU PNUD¹

HAITI

*Une précédente version de ce document a été distribuée sous la cote WT/LDC/HL/12/Add.5.

¹La première partie de ce document, qui comprend l'évaluation des besoins d'assistance technique liée au commerce établie par Haïti, figure dans le document WT/LDC/HL/12/Add.5 et n'est pas reproduite dans le présent document.

REPONSE INTEGREE DE LA BANQUE MONDIALE, DU CCI, DE LA
CNUCED, DU FMI, DE L'OMC ET DU PNUD A L'EVALUATION
DES BESOINS DE HAITI

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A k): <u>Assistance technique pour se conformer aux Accords de l'OMC</u>		
Haïti nécessite une assistance technique afin de lui permettre de: Mettre en oeuvre les Accords de l'OMC. L'appui technique du Secrétariat de l'OMC sera nécessaire pour l'actualisation des législations haïtiennes applicables aux domaines gérés par cette institution	PNUD	Le PNUD, en coopération avec la CNUCED, fournit un appui au gouvernement pour l'installation du SYDONIA. Dans ce projet, certains aspects relatifs aux exigences de notifications des législations sont pris en compte. Dans le cadre d'un autre projet d'appui au Parlement, certains aspects liés à la réforme des codes sont également envisagés.
	OMC	L'OMC est prête à fournir une assistance en Haïti pour l'adaptation de ses lois et réglementations nationales aux Accords de l'OMC. (1998-2000) Une mission d'évaluation sera programmée en 1998 afin de déterminer les ajustements auxquels il conviendrait de procéder.
De répondre aux exigences de notification des législations et réglementations nationales, conformément aux dispositions contenues dans les dispositifs d'accords de l'OMC	OMC	L'OMC est en mesure de fournir une assistance sous la forme d'une session spéciale sur les prescriptions en matière de notification. Cette session aura lieu en conjonction avec d'autres activités d'assistance prévues au cours de 1998.
De renforcer les institutions des secteurs public et privé directement impliquées dans les questions de politique commerciale, particulièrement le Ministère du Commerce et de l'Industrie, notamment par le biais de la formation des cadres (cours, séminaires, stages sur la politique commerciale, etc.)	CNUCED	Un projet sur l'analyse commerciale et le développement des capacités commerciales sera entrepris.*

*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question A k) (suite):	CCI/ PNUD	<p>Le gouvernement et le PNUD appuient l'initiative du Partenariat Secteur Privé - Secteur Public. Ce projet se propose comme objectifs:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le renforcement et la création de mécanismes visant à faciliter le dialogue entre les secteurs public et privé; b) l'élaboration d'un programme de formation et d'appui aux entrepreneurs visant à renforcer la capacité des entrepreneurs à opérer sur des marchés compétitifs tant au niveau national qu'au niveau international; c) l'élaboration d'un programme d'amélioration de la compétitivité des entreprises via la promotion et le contrôle de qualité et la normalisation.
	OMC	<p>Pour renforcer les institutions existantes, l'OMC entreprendra les actions suivantes de formation et d'information des cadres de ces institutions sur le système commercial multilatéral:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un séminaire national en 1998 sur les textiles et les services; - participation de représentants d'Haïti dans les séminaires spécialisés organisés à l'intention des PMA d'expression francophones (en 1998 et 1999); - un stage de politique commerciale d'une durée de trois semaines sera organisé à l'intention des pays les moins avancés d'expression francophone (en 1998 et 1999).

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A l): <u>Assistance technique dans les domaines spécifiques des Accords de l'OMC</u>		
L'agriculture	OMC	Voir A k).
L'accès aux marchés	OMC	Voir A k).
OTC et SPS	OMC	Voir A k).
Les services	OMC	Voir A k) .
Les ADPIC	OMC	En conformité de l'Accord de coopération technique entre l'OMC et l'OMPI, une assistance sera fournie pour la formation de fonctionnaires haïtiens et sous la forme d'une dissémination de l'information ainsi que la fourniture d'un matériel didactique.
L'antidumping	OMC	<ul style="list-style-type: none"> - Voir A k). - Egalement une aide relative à l'établissement ou la refonte de la législation sera également définie à l'issue de la mission d'évaluation. (1998-2000)
Les sauvegardes	OMC	<ul style="list-style-type: none"> - Voir A k). - Egalement une aide relative à l'établissement ou la refonte de la législation sera également définie à l'issue de la mission d'évaluation. (1998-2000)
L'évaluation en douane	OMC	<ul style="list-style-type: none"> - Voir A k). - Egalement une aide relative à la refonte de la législation en vigueur sera également définie à l'issue de la mission d'évaluation. (1998-2000)
Les règles d'origine	OMC	Voir A k).
Les textiles et vêtements	OMC	Voir A k).

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A m): <u>Evaluation des capacités d'analyses commerciales et de négociations</u>		
Compte tenu des carences en matière d'information, les capacités du pays en matière d'analyse commerciale et de négociations sont très faibles.	CNUCED	La CNUCED fournit le système d'analyse et d'information (TRAINS) et formera le personnel nécessaire pour son utilisation.*
	OMC	Au cours des stages de politique commerciale de courte durée (cf. A k) supra), un module de formation sera inclus dans le programme afin de familiariser les participants avec les négociations commerciales multilatérales.

*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B g): <u>Besoins d'assistance technique pour atténuer les contraintes au plan de l'offre</u>		
La formation des ressources humaines opérant dans le domaine du commerce extérieur, non seulement au niveau du secteur public, mais également au niveau du secteur privé	CCI	Voir A k). Le CCI a proposé une série d'activités visant à évaluer les nécessités et la capacité existante pour la formation en commerce extérieur, y compris le développement du matériel pédagogique de base.*
	CNUCED	Le programme TRAINFORTRADE sera mis en oeuvre.*
	Banque mondiale	Un projet d'assistance technique de la Banque mondiale fournit actuellement une aide pour a) la réforme du secteur public, b) la privatisation, c) la modernisation des entreprises publiques. Ce projet permettra d'augmenter la production d'électricité et d'améliorer les télécommunications. Il permettra aussi d'apporter des améliorations dans les secteurs portuaires et aéroportuaires. La SFI fournit des conseils en matière de privatisation au gouvernement. Dans le cadre d'un projet concernant les transports, la Banque mondiale fournit actuellement une assistance pour l'entretien et la remise en état des routes, en particulier de celles qui desservent l'aéroport et les ports.

*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question B g) (suite):	PNUD	En ce qui concerne la formation des ressources humaines opérant dans le domaine du commerce extérieur, non seulement au niveau du secteur public mais également au niveau du secteur privé, le PNUD n'a pas encore de projet spécifique. Mais le rapport de la Mission Inter-Agences sur les secteurs industriels et commerciaux a fait également des recommandations sur ce sujet et le PNUD pourrait appuyer ce genre d'activités via, par exemple le projet de partenariat secteur privé - secteur public.
	Banque mondiale	L'aide au développement des ressources humaines de la Banque mondiale est actuellement concentrée sur l'enseignement primaire et la santé publique. La Banque mondiale fournit actuellement une assistance pour la réforme générale du service public.
	OMC	Voir A k).
La modernisation des législations applicables au commerce extérieur et aux investissements, tenant compte notamment du cadre réglementaire du commerce mondial	CNUCED	Des services consultatifs et de formation dans le domaine de la politique d'investissement en général et en particulier dans le domaine de la législation relative à l'investissement seront fournis.*
	OMC	Voir réponse A k).
	Banque mondiale	La Banque mondiale a soutenu la réforme des restrictions commerciales, et elle continuera à la soutenir.

*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>Question B g) (suite):</p> <p>L'élaboration d'un cadre de politique en matière commerciale et industrielle</p>		<p>Les agences ont indiqué leur volonté de coopérer avec le gouvernement afin d'identifier des besoins spécifiques dans des termes opérationnels et d'établir des priorités.</p> <p>Des consultations ultérieures avec le gouvernement seront nécessaires pour développer des projets et programmes spécifiques et explorer des modalités de financement.</p>
	Banque mondiale	La Banque mondiale fournit actuellement une assistance pour la réforme générale du service public.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B q) : <u>Besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de services des soutiens</u>		
La formation et/ou l'entraînement des ressources humaines	CCI	Voir B g) et A k).
	CNUCED	Voir B g).
	OMC	Voir A k) et A l).
L'amélioration de l'information commerciale	CCI	Voir B g). En outre, le CCI a proposé de créer un Centre d'Information Commerciale pour répondre aux besoins existants des entreprises.*
	CNUCED	TRAINS Voir A l).
Le renforcement des associations patronales		

*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B v): <u>Besoins d'assistance technique en matière d'accès aux marchés</u>		
La formation et/ou l'entraînement des cadres dans le domaine des préférences (SGP, SGPC), y compris l'organisation en Haïti de séminaires, d'ateliers consacrés à l'utilisation par les secteurs nationaux concernés de ces mécanismes	CCI	Voir B g).
	CNUCED	Une assistance sera fournie pour résoudre les difficultés dans l'utilisation du SGP et, plus généralement, des informations sur les conditions d'accès aux marchés, ainsi que dans la mise en oeuvre du SGPC. Des ressources supplémentaires seront recherchées pour compléter celles des projets inter-régionaux existants. (Voir aussi PNUD plus bas.)
	PNUD	Le PNUD serait prêt à fournir une assistance technique en la matière en utilisant les services d'autres agences de coopération comme la CNUCED et le CCI, et également l'OMC, tout en tenant compte des possibilités nationales existantes actuellement. En ce sens, le PNUD explore la possibilité d'organiser, en collaboration avec le Gouvernement et le Secteur Privé, des séminaires dans le domaine du commerce extérieur qui requerraient l'appui technique de l'OMC.
L'amélioration des canaux d'information destinés à faciliter une meilleure exploitation des débouchés à l'extérieur via, entre autres, les schémas de préférences, etc.	CCI	Voir B q).
	CNUCED	Outre le Système TRAINS, (voir A m)) la CNUCED facilitera l'établissement d'un Pôle Commercial qui sera relié au Réseau Mondial des Pôles Commerciaux.*
La réalisation d'une étude sur les opportunités offertes aux produits haïtiens sur les marchés extérieurs	CCI	Voir A k).

*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C b): <u>Résumé des besoins d'assistance technique par ordre de priorité</u>		
La réalisation d'un inventaire détaillé de l'offre exportable d'Haïti: il s'agit de connaître la situation actuelle de la production agricole, agro-industrielle et manufacturière destinée aux marchés extérieurs, dans la perspective de la définition d'une politique nationale intégrée de développement et de promotion des exportations, particulièrement celles non traditionnelles	CCI	Voir A k).
	CNUCED	Voir A k).
	Banque mondiale	Voir B g).
La formation des ressources humaines opérant dans le domaine du commerce extérieur, non seulement au niveau du secteur public, mais également au niveau du secteur privé. La formation porte notamment sur les questions de politique commerciale (e.g. cours, stages, séminaires, ateliers, etc.), sur l'utilisation des mécanismes préférentiels (SGP, SGPC, etc.), sur les techniques de promotion du commerce extérieur, sur les normes de qualité, normalisation/essais et métrologie, sur les techniques de traitement de l'information commerciale, etc.	CCI	Voir B g).
	CNUCED	Voir B g) et B v).
	OMC	Voir A k), A l) et A m).
L'information commerciale: l'amélioration de l'information commerciale via l'implantation de structures adéquates de gestion (mise sur pied d'un centre d'information commerciale, d'un pôle commercial, etc.)	CCI	Voir B q).
	CNUCED	Voir B v).

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question C b) (suite): La réalisation d'études sur les opportunités offertes aux produits haïtiens sur les marchés extérieurs	CCI	Voir A k).
La modernisation des législations et réglementations haïtiennes applicables au commerce et à l'investissement. Celle-ci se situe en particulier dans le contexte de la mise en oeuvre des accords de l'OMC.	CNUCED	Voir B g).
	OMC	Voir A k) et A l).
La mise sur pied de mécanismes d'appui au commerce extérieur (études de marchés, participation à des foires et expositions, etc.)	CCI	Voir A k).
La qualité, la normalisation, les essais et la métrologie (QNEM), notamment en ce qui a trait à la définition d'une politique nationale dans ce domaine, du triple point de vue de la production, de l'exportation de biens et/ou de services. Il s'agira aussi de concevoir le cadre institutionnel le plus approprié à mettre en place tenant compte de l'interaction de plusieurs acteurs nationaux dans ces domaines.	PNUD/ (ONUDI)	<p>Le projet visé concerne un des aspects les plus importants de l'appui du PNUD dans ce domaine et sur lequel le PASIC et le Ministère du Commerce et de l'Industrie travaillent actuellement en vue d'introduire et mettre en oeuvre une politique nationale de normalisation, de certification et de promotion de la qualité.</p> <p>L'appui technique d'institution spécialisée en la matière comme, par exemple, l'ONUDI, l'Organisation Internationale pour la Normalisation sera recherché. Il a été particulièrement recommandé de promouvoir et faciliter la participation des secteurs privés et publics aux activités des organismes internationaux et régionaux dans le domaine de la normalisation et de la métrologie.</p>

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>En réponse à la question C d):</p> <p><u>Capacité technologique et ressources humaines nécessaires pour utiliser les nouveaux outils des technologies de l'information</u></p>		
<p>L'emploi de ces nouvelles technologies est très peu répandu en Haïti, tant au niveau du secteur public qu'à celui du secteur privé. Cela explique en grande partie le retard considérable accumulé par le pays dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information sous toutes ses formes. A cela, il faut ajouter les problèmes aigus en matière de télécommunication.</p> <p>A ce sujet, l'assistance technique à accorder à Haïti dans ce domaine porte notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la fourniture d'appareils informatiques, particulièrement aux institutions du secteur public impliquées dans les questions de politique commerciale, de promotion du commerce extérieur, etc., de manière à les aider à mieux gérer l'information industrielle et commerciale, en tant que facteur de développement des échanges commerciaux; - sur la formation des ressources humaines appelées à utiliser ces outils. 	CNUCED	Le projet SYDONIA fournit l'assistance dans ce domaine de l'informatisation de douane.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question C d) (suite) :	FMI	Bien que le Fonds n'ait pas fourni directement une assistance technique à Haïti dans le domaine du développement commercial, il a soutenu diverses initiatives de promotion du commerce (par exemple, la mise en oeuvre d'un Système d'information douanière informatisé -- SYNDONIA, et l'adoption d'un régime tarifaire harmonisé et simplifié), ces mesures faisant partie des réformes structurelles prévues par le programme de réforme économique qu'il soutenait et qui a été adopté par le gouvernement haïtien en 1996.
	PNUD	En ce qui concerne la capacité technologique et les ressources humaines nécessaires pour utiliser les nouveaux outils des technologies de l'information deux projets du PNUD fournissent des appuis au Gouvernement. D'une part le projet HAI/95/007 SYDONIA (en collaboration avec la CNUCED) relatif aux douanes et à l'information statistique sur le commerce extérieur dans le cadre dudit projet, d'autre part, le projet HAI/95009, en collaboration avec le Fonds Monétaire International, en particulier dans un volet concernant le Renforcement de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique dans le cadre de la collecte, le traitement et la diffusion de l'information sous toutes formes.
	OMC	L'OMC sera en mesure de fournir un ordinateur et une imprimante laser pour le point focal du gouvernement pour les questions relatives au système commercial multilatéral (1998). Egalement l'OMC sera en mesure d'établir les connections nécessaires du point focal avec Internet et de fournir Haïti avec des CD-ROMs. Une formation en matière d'utilisation du matériel informatique et électronique fourni sera également assurée par l'OMC (1998).